ÉCRIRE L'HISTOIRE

Caroline Muller
avec Frédéric Clavert

ÉCRIRE L'HISTOIRE

Gestes et expériences à l'ère numérique

ARMAND COLIN

Mise en page : Belle Page

© Armand Colin, 2025

Armand Colin est une marque de Dunod Éditeur,

11, rue Paul-Bert, 92240 Malakoff

www.dunod.com

ISBN : 978-2-200-64202-0

Préface

On attend d'une préface qu'elle donne au lecteur une idée de ce qu'il va lire tout en le situant dans un contexte plus général, deux tâches complémentaires, mais ici un peu paradoxales.

Je partage pleinement, en effet, la démarche des auteurs. La réflexion épistémologique sur les pratiques de leur métier est indispensable aux historiens, mais ils s'y livrent peu s'ils n'ont pas à l'enseigner. À la différence des articles regroupés en recueil, les cours demandent d'examiner l'ensemble des pratiques historiennes et de les organiser de façon cohérente. C'est le chemin qu'a suivi ce livre comme autrefois mes *Douze leçons*, et la première raison de cette préface.

La seconde est ma curiosité pour son sujet, l'histoire numérique. Je n'appartiens pas au monde qu'analysent Caroline Muller et Frédéric Clavert. J'ai beaucoup utilisé la statistique mais le numérique n'est pas ma langue maternelle. Je l'ai appris sur le tas et j'envie l'aisance de ceux qui le parlent depuis le berceau. Je viens d'un monde où l'on traçait les graphiques à l'encre de Chine sur papier millimétré, on calculait les pourcentages à la règle à calcul et on créait ses bases de données en remplissant une à une les cases du tableau qu'on s'était construit. Être une sorte de « naturalisé » dans l'univers numérique me fait voir sous un jour particulier la révolution qu'il provoque.

*

* *

Le livre qu'on va lire n'est pas un manuel. S'il comprend beaucoup de remarques lourdes de conséquences pratiques, ce n'est ni un recueil de conseils ou de recettes, ni un exposé canonique de méthodes. C'est une réflexion épistémologique sur l'histoire telle qu'elle se cherche et s'écrit, au plus près de son évolution rapide et inexorable. Caroline Muller et Frédéric Clavert conduisent leur analyse sans pédantisme, sans arrogance, avec une grande clarté, une grande précision, beaucoup d'exemples qui lui donnent de la chair, de bonnes formules, comme le « bricolage raisonné » ou le « syndrome du lampadaire », qui en facilitent la lecture. Leur maîtrise du sujet les conduit à nuancer leurs propos et à suggérer souvent de nouvelles réflexions. C'est un livre alerte, qui ouvre sur la discussion et sur l'avenir.

Organisé selon les étapes du travail d'histoire, il part des sources, des archives. Il en dit le plaisir ; j'ai trop aimé ouvrir un carton, impatient d'en découvrir le contenu, et trop apprécié les conservateurs pour ne pas partager ce qu'en disent nos auteurs, mais on peut aussi devenir un bon et même un très bon historien sans mettre les pieds aux archives : je pense à René Rémond et à ses trois droites, ou encore à François Furet. Les livres aussi sont des sources, mais il est vrai que dépouiller des archives prenait alors beaucoup de temps ; il n'était pas courant de les mettre « chez soi ». Il y a là un basculement prodigieux dont nos auteurs analysent les formes diverses et les conséquences, sans oublier d'alerter sur les photographies de documents « pour plus tard », qu'on oublie ou que l'absence de références rend inutiles.

Ils poursuivent en examinant les pratiques numériques de recherche, notamment dans les bases de données, en distinguant les généralistes comme Google et les plus spécialisées comme Gallica ou Jstor. Ils soulignent la nécessité d'une critique de ces bases, les résultats de la recherche dépendant

de la façon dont elles ont été constituées et des algorithmes de réponse. Ils rappellent par exemple comment la numérisation des cahiers de doléances des Gilets jaunes les a désarticulés. Ils étudient les salles de lecture numériques, riches d'expositions, d'images, de textes, de références et notent que les moteurs de recherche sont souvent moins efficaces qu'un échange avec les archivistes. Ils mettent en garde contre le risque de surinvestir les domaines les mieux numérisés, alors que les chances de trouver du nouveau sont plus grandes dans des territoires moins en lumière.

Les pratiques de recherche dépendent de plus en plus de la logique des projets et de leur financement, qui privilégient les grands projets. Je suis frappé par le vertige de l'exhaustivité qui pousse à construire de monstrueuses bases de données. D'abord, l'exhaustivité est inutile là où des échantillons suffiraient. Jacques Rougerie s'est arrêté à mi-chemin de son étude des communards : il lui restait encore 10 000 dossiers à mettre en fiches. Jamais la mission Mattéoli ne serait parvenue à évaluer la spoliation des juifs de France – plus de 50 000 dossiers – si elle n'avait pas construit un échantillon. Les résultats comprennent certes une marge d'approximation, mais on ajuste la taille de l'échantillon en fonction de l'intervalle de confiance qu'on accepte. Il est plus important, comme l'écrivent C. Muller et F. Clavert, de mener au préalable une réflexion poussée sur les données qu'on engrange : prendre le numéro d'un régiment combattant à Verdun en 1916 pour indicateur du département d'origine des soldats est tout simplement absurde quand on sait comment les unités ont été complétées après les pertes massives de 1914. De toute façon, les bases sont construites en fonction d'hypothèses inséparables de la ou des questions que se posent leurs auteurs. Prétendre « mettre en boîte » toutes les données pour éviter aux chercheurs de demain de refaire le travail est un

leurre. Toute base répond, de façon explicite ou non, à une problématique.

Les derniers chapitres sur l'écriture de la recherche et son organisation institutionnelle relèvent une mutation profonde. Le numérique a modifié le monde social des historiens en l'organisant en laboratoires inspirés du modèle scientifique. Or si les recherches scientifiques produisent des résultats qui modifient les pratiques, soit immédiatement – appareils, technologies, médicaments, etc. – soit à termes plus ou moins lointains comme les brevets et même des concepts très abstraits comme les équations d'Einstein, il en va tout autrement de l'histoire : elle donne du sens aux réalités qu'elle étudie, c'est une œuvre de signification.

De ce point de vue, elle est déterminée par ses objectifs et les publics auxquels elle s'adresse. Ce livre ne l'oublie pas, il analyse notamment l'écriture dont dépendent les carrières, celle des doctorats et HDR, ses exigences accrues – à mon avis excessives – pour l'administration des preuves que renforcera l'IA, ses références qui sont parfois des révérences et ses bibliographies que leurs auteurs n'ont certainement pas lues intégralement tant elles débordent les possibilités matérielles de le faire. Mais les changements sont plus profonds. Le développement de l'histoire culturelle a entraîné une montée en légitimité des cas particuliers, parallèle à la montée de l'individualisme dans la société ; elle est plus attentive aux sensibilités différentes – un incontestable enrichissement – qu'aux changements collectifs. L'organisation en laboratoires et en projets, l'importance des équipes, des groupes formés autour d'une recherche, engendre entre collègues de nouvelles écritures et réécritures, les mails, les blogs, ce qui, remarquent C. Muller et F. Clavert, pose la question très nouvelle de l'*autorité* : qui parle ? qui est l'auteur ?

Mais la réciproque s'impose : quel est le destinataire ? On voit apparaître une écriture de l'entre-soi où le destinataire est traité non comme un « autre », à qui l'on apprend quelque chose, mais comme un « même » tout aussi capable d'écrire le texte. L'éclipse des destinataires extérieurs au champ entraîne, de même qu'en science et pour les mêmes raisons, des clôtures entre les spécialisations qui poseront des problèmes pour les cours de licence, nécessairement plus généraux. Le lien entre la recherche et l'enseignement se distend, ce qui est fâcheux à terme pour la recherche dont le besoin social est moins pressant que celui de l'enseignement.

Si l'on sort des laboratoires de recherche, le numérique développe dans notre société une histoire tout aussi vivante, autour de la mémoire d'un lieu, d'un personnage local, d'un événement. De petits groupes s'organisent, communiquent par mail, font surface dans une société savante locale, dans un bulletin, parfois se structurent en « Amis » de ceci ou de cela. Les généalogistes, dont nos auteurs signalent à juste titre les compétences, ne cessent d'enrichir Geneanet ; ils exploitent beaucoup les archives numériques mais restent en marge de l'histoire académique. Et je ne parle pas de la vulgarisation grand public, des séries télévisées comme *Un village français*, des histoires ou des bandes dessinées qu'on achète dans les boutiques d'autoroute pour occuper les enfants sur le chemin des vacances. Il en est de très correctes et certaines sont signées d'historiens reconnus. La marginalisation de l'histoire académique est engagée.

*

* *

Poser la question de sa place, c'est poser celle, plus large, de l'histoire dans notre société. Elle a été grande, comme l'atteste l'importance qu'elle conserve dans nos

programmes scolaires. Il me semble à certains indices, comme sa quasi-disparition du supplément « Livres » du *Monde*, que le public cultivé s'en désintéresse, et que les historiens s'en détournent. Or cette histoire est nécessaire à la culture et à la citoyenneté. À la culture, parce que dans une société où les loisirs des actifs et le temps vide des retraités prennent plus de place, il faut répondre aux curiosités multiples. Des historiens souvent qualifiés s'en chargent, à en juger par les tables des libraires de province, mais le plus souvent, les revues d'histoire ignorent leurs ouvrages et ils interviennent peu dans les colloques. À la citoyenneté parce que nous avons besoin de replacer dans le temps les évolutions de notre société, de nos institutions, et du monde où nous vivons. Et cette histoire exige, pour espérer toucher le grand public, une écriture et une conception particulières.

Par certains côtés, si elle demande la même exigence, ce que j'appelle pour faire vite « l'histoire grand public » passe par une écriture tout autre. Elle obéit à des contraintes différentes de celle du cénacle qui décide des carrières : moins de chiffres, peu de notes infrapaginales, pas de jargon technique, une bibliographie qui permette au lecteur d'aller plus loin, et non un étalage d'érudition, et surtout un livre de taille lisible : les gros livres font peur. Pour l'historien, c'est un travail de longue haleine, que les archives numériques rendent moins difficiles à documenter, et beaucoup de renoncements, mais il faut tailler la broussaille pour dégager le sentier.

La conception de l'histoire grand public présente, elle aussi, de grandes différences avec la recherche. En dehors des livres de loisirs ou de curiosités, on attend des ouvrages de portée générale, des synthèses sur les grands problèmes qui marquent notre société et alimentent les discussions : le travail, la santé, l'environnement, la pollution, les collectivités locales, les associations humanitaires, etc. Certaines

existent déjà, et même au format de poche et je connais des centres de recherche qui s'y attaquent. Mais ils recourent souvent à des collections de textes dus à des spécialistes, des numéros spéciaux de revue, des publications de colloques, des ouvrages à plusieurs mains qui ne peuvent avoir d'audience que dans la corporation. Pour devenir de vrais livres – il en est quelques-uns, où les chapitres ne sont pas signés d'un des auteurs – il leur faudrait au préalable une mise en convergence des problématiques, laborieuse et exigeante. Bref, un travail d'équipe.

Le numérique change-t-il la donne dans ce domaine ? On pourrait en discuter longuement, et sans aboutir je le crains, tant les différences sont importantes entre historiens comme entre centres de recherche. L'important est ailleurs : les historiens estiment-ils que leurs savoirs ont un rôle à jouer dans les débats qui traversent notre société ? Ont-ils eux-mêmes, du fait de ces savoirs, une responsabilité sociale et politique ? C'était la tradition des Guizot, Michelet, Taine, Seignobos et bien d'autres, comme, moins loin de nous, Lucien Febvre ou Maurice Agulhon. Cette tradition me semble s'affaiblir et la recherche pourrait conduire à une sorte d'exil social. L'histoire ne pèsera plus dans le débat public si les historiens s'abstiennent d'y prendre part.

Antoine Prost

Introduction

Aurélie se lève aux aurores. Elle prépare son sac : ordinateur, chargeur, cahier, crayon ; elle glisse son smartphone bien chargé dans sa poche et part prendre son train à la gare de Rennes, où elle vit et travaille*. Une fois arrivée à Paris, le métro l’emmène jusqu’aux Archives nationales. Elle dépose sac et manteau au vestiaire, retire les cartons d’archives réservés la veille depuis le site Web, et les installe précautionneusement à une place. Elle est venue consulter des inventaires après décès** qu’elle prend en photo, un à un, pendant près de six heures. Téléphone en main, elle ajuste régulièrement la luminosité, vérifie que ses clichés sont nets, adapte sa posture. Elle glisse les photos au fur et à mesure sur son ordinateur, quelle lenteur, est-ce que le câble commencerait à fatiguer ? Un œil sur l’horloge, elle évalue l’importance de chaque document : faut-il prendre le temps de le photographier et lui consacrer de précieuses minutes ? Vers seize heures, elle relève la tête, la nuque légèrement raide de ce marathon photographique : c’est l’heure d’aller attraper le train de retour.

Dans le TGV, elle constate que les inventaires ont suffi à remplir la mémoire du téléphone. Plus tard, au moment de les lire, ces photographies reprendront vie sur son écran, puis seront traduites par des lignes dans un tableau Excel coloré, ponctué d’abréviations que seule l’historienne peut

* Merci à Aurélie Chatenet-Calyste d’avoir accepté que l’évocation de son expérience ouvre ce livre.

** Un inventaire après décès est un acte réalisé par un notaire qui vise à répertorier et estimer tous les biens d’une personne défunte.

déchiffrer, familière d'un fichier qu'elle complète depuis plusieurs années. De lignes colorées, les images d'archives deviendront ensuite des cotes citées dans les notes de bas de page du livre qu'elle écrit. Cette journée aura été marquée par des expériences et des gestes désormais communs : les routines de la salle de lecture, le maniement d'outils et de données, le recours au logiciel, la lecture d'archives manuscrites sur un écran. Ils forment une façon de travailler aujourd'hui très répandue, bien que d'autres multiples manières de faire subsistent et s'inventent, composant un répertoire de pratiques de l'histoire à l'ère numérique.

« Peut-être qu'il faudrait écrire l'équivalent du *Goût de l'archive* numérique, tant les corpus se multiplient et les gestes se créent¹. » Cette proposition, lancée un peu au hasard dans le flux des posts en 2016, suscite alors un écho enthousiaste chez les historiens et les historiennes, mais aussi auprès des bibliothécaires, archivistes et, plus largement, de ceux et celles qui ont lu et aimé *Le Goût de l'archive* d'Arlette Farge (1989). Frédéric Clavert, en particulier, prend l'initiative et crée une feuille collaborative réunissant les idées et les bonnes volontés. Nous ne nous sommes alors jamais rencontrés, n'avons jamais travaillé ensemble ; nos champs thématiques et domaines de spécialité sont fort différents. Nous comprenons cependant rapidement ce qui fait commun, et ce qui va devenir collectif : le désir de documenter des gestes, des expériences de l'archive à l'ère numérique, en collectant et en croisant des récits venus d'univers professionnels variés.

Ce livre est le résultat des travaux qui ont suivi : pendant près de huit ans, nous avons scruté les pratiques des historiens et historiennes. Nous les avons écoutés en séminaire, dans les colloques ou tables rondes auxquels on nous a conviés ; et tendu l'oreille lorsqu'une question méthodologique était abordée autour de nous. Nous avons observé les

réseaux socionumériques et collecté des bribes, des fragments de recherche « en cours » ; nous avons demandé aux archivistes de nous raconter ce qu'ils et elles percevaient de nous, avons participé à des actions de formation. Nous avons siégé dans des comités scientifiques et autres lieux de discussion du savoir en gardant une attention feutrée à ces préoccupations. Quand une question ne nous paraissait pas assez documentée, nous avons organisé nos propres ateliers, autour de la salle de lecture et des moteurs de recherche notamment. Nous avons exploré les usages et habitudes de nos étudiants et étudiantes en enseignant, longuement et à différents niveaux, la méthodologie de la recherche en histoire. Nous avons rassemblé des statistiques, lu des rapports, étudié les sections « méthodologie » de thèses récentes. Bref, partout où cela a été possible, nous avons repéré et inventorié les manières d'écrire l'histoire à l'ère numérique.

Un premier livre, *Le Goût de l'archive à l'ère numérique*, est né de cette collecte. Entre 2017 et 2023, nous avons rassemblé des textes auprès d'auteurs et autrices variées : « billets », articles, qui ont suscité des conversations dans des marges ouvertes aux commentaires et propices à l'échange. En ligne, ce livre fluide, en constante évolution puisqu'il restait modifiable à chaque instant, a permis une première cartographie des expériences et mis en évidence la diversité des relations à l'archive, entre ceux et celles qui continuent à se reconnaître dans le récit de 1989 d'Arlette Farge, jusqu'à ceux et celles pour qui le lien matériel à l'archive relève plutôt de l'épreuve. Au long de l'écriture, le terme même d'« archive » a été discuté : de l'archive radio au manuscrit ancien en passant par le flux de données ou la petite annonce de presse, l'archive des uns n'est pas celle des autres. Des archivistes et bibliothécaires ont rapidement nourri la discussion, donnant à voir d'autres

perceptions et questionnements. Chemin faisant, nous nous sommes rendu compte que ces textes, tout en suivant le fil rouge donné (*raconter le lien à l'archive*), évoquaient sans cesse des gestes quotidiens, des habitudes, des pratiques numériques que nous n'avions encore jamais remarquées, et qui ne sont jamais pensées comme des gestes de recherche : photographier des fonds, interroger un moteur de recherche, télécharger des images sur le site d'une bibliothèque, consulter à distance des inventaires, etc.

À l'ombre des humanités numériques

La discussion des effets du numérique – et auparavant de ceux de l'informatique – sur l'histoire n'est pas nouvelle : elle a accompagné chacun des développements technologiques et chacune des innovations méthodologiques. Dès les années 1950, des historiens et des historiennes comme François Furet et Adeline Daumard réfléchissaient aux implications de la « mécanographie » qui permettait déjà de manipuler des masses d'informations difficiles à traiter de main humaine². Cette discussion ne s'est jamais interrompue depuis et a suscité une abondante bibliographie³.

Sans retracer toute la généalogie du lien entre l'histoire et l'informatique, quelques jalons sont nécessaires pour comprendre « ce que les historiens font de leurs machines » et « ce que cela implique pour l'histoire telle qu'elle s'écrit⁴ », pour prolonger des questions posées par Philippe Rygiel. La vie quotidienne de la recherche s'est transformée progressivement au fil de l'entrée dans l'ère numérique : le micro-ordinateur individuel est devenu un outil de travail difficilement contournable, et, à partir des années 2000, la généralisation d'Internet et la massification du Web ont modifié tout à la fois nos modes de communication et le paysage documentaire dans lequel nous évoluons.